

Le choix risqué du gouvernement

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

6 décembre 2019

La France est dans la rue. Certes tous les Français ne s'opposent pas à la réforme des retraites. Certains la souhaitent même, ou n'en ont cure. Ils ont les moyens de se garantir de vieux jours. Le gouvernement a beau présenter les cheminots comme des égoïstes qui ne veulent pas lâcher leurs privilèges afin de les isoler des autres catégories de salariés, le discours ne porte pas. En revanche, même si l'immense majorité des salariés, – ce n'est pas rien – ne bat pas le pavé, elle est inquiète. Elle a peur de ne pouvoir joindre les deux bouts, une fois à la retraite. Bref, les salariés de quelle catégorie soient-ils, n'ont pas confiance dans le cocktail proposé par le gouvernement. Vendre l'universalité des régimes de retraites comme un acte d'équité et de justice sociale aurait pu faire mouche. Elle n'a pas pris. Ceux qui sont dans la rue et au-delà, continuent à penser qu'on prend toujours davantage aux mal lotis et on ne demande pas grand-chose aux nantis. Cette méfiance à l'égard du pouvoir s'enracine sur la série de mesures prises par le gouvernement en début de quinquennat : hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les retraites, diminution des aides personnalisées au logement (APL), hausse des taxes sur le carburant etc. Pendant ce temps, l'impôt sur les grandes fortunes (ISF) était supprimé. Emmanuel Macron a dès le départ affiché son ambition de transformer la société française. Il considère que seule l'inégalité que confère la filiation est réelle. L'école doit pouvoir y remédier. Cette philosophie convient aux pays anglo-saxons, aux États-Unis en particulier, aux pays nordiques et aux pays bataves. Elle a du mal à s'installer chez les Français. La liberté comme pilier de la démocratie, les Français disent oui. Pas toutefois sans la dose d'égalité, et de fraternité, eu égard à leur culture chrétienne. Liberté/égalité/fraternité est l'ADN de la société française. Il explique en partie le soutien actuel de l'opinion pour cette grève d'ampleur, et ce, en dépit de la gêne occasionnée par la perturbation des transports publics. Pourtant, le gouvernement a choisi de jouer l'opinion contre le mouvement. Choix risqué.

